

L'agriculture

tant. Il s'agit peut-être là d'un problème bancaire qui ressortit à la loi sur les banques, mais le problème existe et je ne sais comment on peut y remédier.

Certaines banques sont disposées depuis quelques années à consentir des prêts à des taux d'intérêt fixes. D'autres banques ne sont guère empressées ou s'y opposent. Je suis au courant de certains cas survenus l'an dernier alors que des prêts à taux d'intérêt fixe n'étaient pas disponibles même pour des dépenses de capital ou pour le refinancement d'hypothèques sur des terres agricoles.

Ma région de l'Ontario compte actuellement de nombreux propriétaires de parcs d'engraissement qui éprouvent de très sérieuses difficultés. Si le ministre connaît quelques-uns d'entre eux, c'est qu'il est venu dans ma région très souvent. Il est au courant de la situation. Nombreux sont nos propriétaires de parcs d'engraissement et nos éleveurs de bétail qui ne pourront plus poursuivre leurs activités. Il existe des douzaines d'exploitants agricoles à moins de vingt minutes de chez moi qui n'auront pas les moyens d'acheter de nouveaux bovins ou de nouveaux porcs à engraisser. Les effets dévastateurs de cette situation se font sentir dans toute la région et partout au Canada. De nombreux agriculteurs de l'Ontario sont allés par exemple jusqu'à Medicine Hat et ailleurs dans les provinces de l'Ouest pour acheter des animaux, de sorte que ces problèmes devraient avoir un effet de refoulement.

La plupart des exploitations agricoles de notre région sont de type familial. Cette observation vaut vraisemblablement aussi pour toutes les autres régions du Canada. La plupart d'entre elles ne sont pas constituées en sociétés. Un grand nombre de ces agriculteurs engageaient de la main-d'œuvre, mais ils n'en engagent plus depuis 18 mois. C'est que les agriculteurs et les exploitants agricoles n'ont plus les moyens d'engager personne. Ils aimeraient bien avoir plus de monde pour les aider aux travaux agricoles, mais ce n'est tout simplement plus rentable.

Une exploitation agricole peut faire vivre son homme d'une façon satisfaisante et enrichissante à condition qu'elle soit rentable. Ces dernières années, nous avons vu souvent de jeunes garçons et filles d'agriculteurs conduire des tracteurs ou des machines aratoires. Sans doute tous les députés savent-ils ce que coûtent de nos jours des tracteurs et autres machines aratoires. On fait ainsi appel aux jeunes qui, à leur âge, ne devraient vraiment pas assumer de telles responsabilités. J'ai vu des enfants de 11 ou 12 ans et leur mère effectuer les travaux agricoles.

● (1750)

Je suis certain que les agriculteurs font de leur mieux pour surmonter la crise. L'agriculteur qui travaille toute l'année, sème au printemps, soigne ses animaux à l'étable, et fait tout ce qu'il faut, trouve déprimant de se retrouver avec moins d'argent au bout du compte. Et l'exploitation qu'il a mis toute sa vie à bâtir lui rapporte de moins en moins.

Les producteurs agricoles ont toujours produit des aliments à bas prix, mais c'est là le point de vue des producteurs. Les consommateurs n'ont peut-être pas la même opinion. Cela peut paraître beaucoup \$15 pour un rôti, mais quand on fait le plein à la station d'essence, il en coûte de \$25 à \$35 selon la voiture et la distance à parcourir.

D'un côté, on se retrouve avec une production excédentaire de porc et de bœuf, ce qui pose déjà un problème. De l'autre,

le prix des engrais, des semences, des pesticides, du carburant et des autres produits augmente, ce qui restreint d'autant les profits des agriculteurs. Même si la cause profonde de la crise ne réside pas dans ces éléments, ces frais n'en continuent pas moins d'augmenter.

Chaque fois qu'un agriculteur se rend chez son concessionnaire, il constate que le prix des pièces de rechange ou des nouvelles machines a augmenté de 10 p. 100. Les prix augmentent trois ou quatre fois par année. Actuellement, une nouvelle machine coûte au moins \$20,000 et bien des machines coûtent de \$75,000 à \$140,000. Je ne pense pas pourtant que ce soit là la cause profonde de la crise actuelle. La crise est la conséquence des taux d'intérêt élevés.

Les agriculteurs peuvent dans une certaine mesure décider du prix qu'ils vont payer pour certains de leurs achats, mais ils n'ont aucun contrôle sur les taux d'intérêt. Ces agriculteurs produisent des aliments à l'intention des citoyens canadiens et des habitants d'autres pays. Ils sont capables de le faire et ils aiment le faire. Il faut mettre un terme à la politique des taux d'intérêt élevés. Les agriculteurs ne peuvent continuer à payer des taux d'intérêt aussi élevés.

La plupart des agriculteurs sont obligés d'emprunter actuellement. Pour obtenir du capital d'exploitation, il leur faut effectuer un emprunt à court terme et, s'ils souhaitent rester dans le secteur agricole, ils n'ont d'autre choix que celui d'accepter les conditions établies par la banque. Ils n'ont vraiment aucun autre choix. Bien souvent, il leur est impossible de liquider leurs dettes en raison des taux d'intérêt flottants.

Si le gouvernement mettait un terme à ce programme, les cultivateurs n'auraient pas à emprunter à des taux flottants. On pourrait y parvenir en vertu d'une mesure législative bancaire et il y aurait lieu d'en discuter également à une réunion portant sur les questions financières.

Le député qui m'a précédé a parlé du crédit agricole consenti à un certain nombre d'agriculteurs désireux d'accroître l'importance de leur entreprise agricole pour demeurer concurrentiels. D'après moi, la plupart des agriculteurs de ma circonscription effectuent des emprunts, ou du moins cherchent-ils à en effectuer, simplement pour réussir à conserver ce qu'ils ont en ce moment. Bon nombre d'entre eux n'arrivent pas à surnager. Il leur faut se procurer les semences, l'engrais et d'autres articles dont j'ai parlé en empruntant à court terme du capital d'exploitation. Cette année, le crédit à long terme est passé à 16.75 p. 100 à la Société du crédit agricole et il en coûte plus cher ailleurs. Dans certains cas, on n'accorde pas de financement à moyen terme. Même un emprunt accordé à 14 p. 100 par la Société du crédit agricole ne suffit pas à beaucoup de nos agriculteurs.

La plupart de nos producteurs ont considéré le crédit agricole comme étant le seul moyen de se maintenir. Nos producteurs sont fort dévoués, à mon avis, et tout disposés à consentir à une baisse de leur revenu, ce qui s'est d'ailleurs produit, simplement pour conserver leur maison et l'entreprise familiale. Même ceux qui réussissent à emprunter à 16.75 p. 100 auront beaucoup de mal, compte tenu des prix et des taux actuels, à conserver leur exploitation agricole. Voilà pourquoi nous serons témoins cette année d'une nouvelle et grave perte de capitaux après la récolte. Le maïs se vend en Ontario à